

LES JARDINS DE COCAGNE SOLIDARITE NORD ET SUD

Bulletin n° 33 / avril 2003

**Prochaine AG de Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud
Lundi 12 mai à 20h
au centre de loisir des Asters, rue Schaub 47**

Ordre du jour :

- 1) Rapports d'activités et financiers des comités Solidarité Nord et Sud**
- 2) Approbation des comptes**
- 3) Décharges et élections des membres des deux comités Nord et Sud**
- 4) Film : Le coton africain : la menace vient du Nord (26 min)
Un exemple des effets destructeurs de la libéralisation des marchés**
- 5) Discussion sur une politique solidaire entre les paysans du Nord et les paysans du Sud.**

Cher(e)s ami(e)s,

Vous trouverez dans ce bulletin les rapports d'activité et financier des Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud. pour l'année 2002.

Actuellement, vous êtes 400 membres à recevoir cette feuille d'information glissée dans les cornets de légumes. Plus une quarantaine de personnes qui ont renoncé à nos légumes mais qui continuent à soutenir financièrement nos projets en Afrique.

Nous vous encourageons à contribuer à Cocagne Solidarité Nord et Sud. Cela nous permet de financer de petites actions bien concrètes comme le projet vih-sida au Sénégal (voir page 6 de ce bulletin)

Nous ne faisons pas d'autre publicité que ce bulletin. N'hésitez donc pas à le distribuer autour de vous. Vous pouvez nous demander d'autres exemplaires et d'autres bulletins de versement.

Merci

**Adresse : Les Jardins de Cocagne *Solidarité Nord et Sud / Case postale 245, 1233 Bernex
CCP : 30-175347-2 Les Jardins de Cocagne * Solidarité Nord et Sud / Dons et parrainages**

Rapport d'activités – Partie Sud (Afrique) 2002

Le Comité a continué son travail double : Travail de projets au Sud, travail d'information et de réflexion au Nord.

Le **travail de projet** s'est poursuivi dans de bonnes conditions : les réalisations avancent. Nous avons des relations de confiance avec nos partenaires en Afrique. Les préoccupations portent à la fois sur les réalisations concrètes et sur l'évolution des conditions de vie et des structures de la société. La collaboration avec la FGC est excellente. Cette collaboration nous permet de financer nos projets par l'État et par les communes de Genève, ainsi que par la DDC.

Vous trouvez les détails sur ces projets ci-après.

Le **travail au Nord** est d'abord un travail d'information, de participation aux structures et au débat du développement. Dans bien des cas, il s'agit d'affirmer des principes fondamentaux, des valeurs, de prendre position dans un débat politique. En effet, malgré un mouvement de société marqué par des principes de solidarité, de respect et d'écologie, la pression mondiale vers une économisation des relations sociales et une soumission économique est forte.

Exposition « Quitter le fleuve Sénégal....Paris, l'espoir du retour »

L'exposition sur la migration a vu le jour. Elle est un élément important dans notre travail d'information et de réflexion. Elle marie le côté artistique des dessins d'Oscar Baillif à la dimension du développement. Elle a demandé un effort important, personnel et aussi financier. En parallèle, nous avons réalisé des affiches, une brochure retraçant les témoignages de l'expo, ainsi qu'un jeu de cartes. L'expo a été bien accueillie. Elle a été montrée aux endroits suivants :

- Forum Meyrin, semaine sur le Développement, du 1^{er} au 5 octobre
- iuéd, de la rentrée du 21 octobre au 1^{er} novembre
- Fête de Camarada à Plan-les-Ouates, le 16 novembre
- Maison des Associations, à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC), du 25 novembre au 1^{er} décembre
- La Galerie Marianne Brand à Carouge a exposé les dessins d'Oscar Baillif.
- Actuellement vous pouvez visiter l'expo au centre social d'Onex.
- Pendant le salon du livre elle sera dans l'espace expo du village alternatif.

Bulletins

Nous avons réalisé 3 bulletins d'information à l'intention des 400 coopérateurs de la coopérative Les Jardins de Cocagne, ainsi que de 40 autres personnes intéressées par notre travail.

Le Comité

Le Comité s'est réuni régulièrement. Certaines activités ont été accomplies en sous-groupes. Il a continué la réflexion sur une meilleure organisation des tâches ainsi que sur l'intégration d'autres personnes avec expérience du terrain, aussi sur une base rémunérée.

- **Fonctionnement interne**
Les membres du Comité doivent avoir une certaine autonomie dans leur fonctionnement. Un règlement définit l'autonomie et la responsabilité des membres.
- **Rôle du Comité**
Le travail d'encadrement de projet demande une certaine expérience et aussi une grande disponibilité. Le Comité a la volonté d'appuyer le travail de suivi des projets sur un nombre plus important de personnes. Cet élargissement demande du temps. Un début sera fait par des projets qui ne posent pas de problèmes particuliers, ainsi qu'avec le projet Sida.
- **Visites**
Le Comité a reçu la visite du maire de Baïdiam et celle d'une délégation de migrants de la Commune de Koussané, accompagné par une personne du GRDR.
- **Mission**
Reto, François et Alfi ont effectué la mission annuelle dans la région des projets. Celle-ci a donné des résultats très positifs.
- **Assemblée générale**
L'assemblée générale a été complétée par la projection de l'excellent film de sensibilisation VIH/Sida tourné au Bourkina Faso par Bernie Goldblat et d'un exposé de Jacques Falquet sur les recherches et la culture de plantes médicinales en Afrique.
- **FGC**
Nous avons participé à un groupe de travail de la Fédération Genevoise de Coopération qui portait sur l'actualisation de sa Déclaration de principes.

Mouvement paysan

Les Jardins de Cocagne (coopérative) sont très actifs dans le mouvement paysan en Suisse et sur le plan international. L'agriculture est un dossier décisif dans la défense d'une qualité de vie et de société, pour la souveraineté alimentaire et pour un développement social et écologique. Ces valeurs sont actuellement sous forte pression. Pour notre travail en Afrique, il est important de tenir compte des aspects d'organisation des paysans africains et de faciliter l'échange d'informations entre les acteurs parfois isolés. Ceci est d'autant plus important que, malgré la part élevée de paysans dans la société africaine, ils sont complètement sous représentés dans les associations et mouvements internationaux.

Évaluation des projets

Dans le suivi des projets, la perspective du court terme, de la réalisation concrète, domine. Nous avons réfléchi sur l'évaluation des répercussions des projets à plus long terme, mais aussi sur les évolutions des sociétés en général. Une telle évaluation ne peut de toute évidence pas se limiter au « visible », mais doit s'intéresser bien plus sur l'évolution des valeurs et des mentalités, des structures de société. La dimension culturelle joue de toute évidence un rôle déterminant.

Sida

A part les activités liées au projet VIH-Sida au Sénégal, le Comité a collaboré avec Marie Aubert, cinéaste française, pour la réalisation d'un film sur la problématique du VIH-Sida et le travail de nos partenaires au Sénégal.

Conclusions

Le Comité a fait un travail important, parfois à la limite de ce que les membres peuvent assurer. Certaines ambitions ont dû être laissées en suspens. En 2003, nous voulons notamment renforcer le contact avec d'autres ONG pour trouver des collaborations dans le domaine des réseaux d'information par exemple.

Le volume de projets est actuellement assez grand. Nous ne voulons pas allonger d'avantage la liste des projets, mais plutôt nous concentrer sur les projets existants.

Les projets en Afrique

Introduction :

Nous continuons depuis dix-neuf ans maintenant à soutenir des associations paysannes. Depuis deux ans, nous travaillons directement avec des communes rurales de la région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie.

Dans les pages qui suivent, nous faisons le point sur l'avancement de ces projets que les Jardins de Cocagne soutiennent aujourd'hui.

Les buts principaux de nos actions sont:

- Le soutien à l'organisation des groupements, des coopératives et des associations paysannes. L'Association de lutte Anti-érosive de la Falémé (ALAEF) au Sénégal (page 5), la Fédération des associations féminines de Same (page 6) au Mali, et les Unions de coopératives en Mauritanie, (page 8)

- Le renforcement des réseaux associatifs; donner une voix politique à un monde rural oublié. Le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel (CEFP, page 4), le projet de la Caravane en Mauritanie (page 9)

- La mise en place de structures d'appui techniques locales au service des associations paysannes.

Les Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC, page 5)

Suite à la décentralisation en marche dans ces trois pays, nombre de nos partenaires commencent à prendre des responsabilités dans les communes. Dans chaque pays, nous allons dans un premier temps travailler plus étroitement avec une commune. En collaboration avec d'autres ONG et d'organisations d'appui, nous soutenons la création de fonds de développements locaux, gérés par les élus locaux et les représentants de la société civile.

La commune de Kothiary (page 5) au Sénégal, la commune Koussane (page 7) au Mali et la commune de Baïdiam en Mauritanie (page 9).

Dans le cadre d'un échange continu avec le milieu des migrants (80% des ressortissants africains travaillant à Paris viennent de la région de nos partenaires), nous suivons aujourd'hui l'évolution de la société à travers nos 13 projets de développement rural.

Cette évolution est caractérisée par un frottement permanent entre:

- Une société traditionnelle et sa culture liée à des ethnies et des castes, et une économie basée essentiellement sur l'autosuffisance alimentaire.
- Et une société moderne avec sa technologie symbolisée par la voiture, les télécommunications et l'informatique et des échanges commerciaux tous azimuts sans aucune protection à la frontière dans un Etat démocratique centralisé hérité de la France.

Dans le contexte de la confrontation quotidienne de ces mondes, accentuée par la migration de 20% de la population active, il est difficile d'avoir des notions très précises d'un modèle de développement. Il ne suffit pas de résoudre les problèmes immédiats qui sont l'accès à l'eau potable, la scolarisation des enfants, la santé etc.

Il s'agit avant tout de soutenir les paysans qui proposent de devenir des acteurs de ce développement, et qui cherchent, comme nous ici d'ailleurs, une place dans une société dont le fonctionnement néo-libéral ignore complètement leur sort.

Le point sur les différents projets :

Au Sénégal

1) Le CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel

Créé en 1990, ce centre de formation est aujourd'hui géré par 49 associations de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Il est au centre du développement des réseaux associatifs de cette région et il organise une grande partie des formations sur les thèmes de l'agriculture, de l'artisanat, de la gestion, de l'animation et de la décentralisation.

Le CEFP met également sur pied des rencontres entre les acteurs de toute la région sur des thèmes comme la décentralisation, la politique de développement, l'entrepreneuriat féminin, la promotion des langues nationales, etc.

Nous avons soutenu ce centre durant onze années. Aujourd'hui, le CEFP doit trouver d'autres partenaires financiers pour assurer son fonctionnement de base. Nous resterons cependant en contact et nous n'hésiterons pas à le mandater pour des programmes de formation spécifiques.

En 2002, nous avons financé le CEFP sur nos fonds propres et un reliquat du projet précédent pour une somme total de 16'755.- Fr.

2) Les CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal

Ce projet est le fruit des réflexions du comité de gestion du «fonds souple -Les Jardins de Cocagne», mis en place il y a onze ans avec des associations paysannes et des ONG d'appui technique travaillant au Sénégal oriental. Ce comité était à l'origine de la création d'un réseau pour les financements alternatifs REFA et du programme CLEC dans la région de Bakel. Ce programme installe des caisses villageoises qui appartiennent à leurs membres et qui sont gérées par ces derniers.

Après une phase initiale de trois ans qui permettait de mettre en place les sept premières caisses, une deuxième phase est actuellement en cours et prévoit l'installation de dix-neuf nouvelles caisses.

De même, une union de caisses locales est en train d'être créée. Elle entretiendra des relations directes avec le système bancaire existant dans les grandes villes.

Si ces caisses ont pu garder leur entière indépendance jusqu'à ce jour, le danger est bien réel qu'à long terme, les banques mettent la main sur ces structures travaillant avec très peu de frais. Ainsi, les banques pourraient déplacer l'épargne des zones rurales dans les villes.

Le défi est que ces caisses deviennent assez fortes avant de négocier leur collaboration avec le système bancaire et de s'approprier suffisamment d'arguments pour défendre leur indépendance.

En 2002, nous avons reçu 46 159.- Fr. de la DDC et 153 590.-Fr. de l'Etat de Genève.

3) Le fonds de développement local de la commune de Kothiari.

Ce fonds a été mis en place il y a deux ans. Il permet de financer des actions de développement dans tous les quarante villages de la commune. Il est géré par un comité communautaire de pilotage composé du maire, des élus et des représentants de la société civile (associations paysannes, groupements féminins, etc.).

En 2002 plus de 70 projets ont été proposé à ce comité dont 12 ont été retenus et réalisés.

Un important travail d'information dans les villages sur le fonctionnement de ce fonds a été entrepris et une grande partie des instances ont été renouvelées.

La priorité des actions financées reste l'accès à l'eau potable pour tout le monde, l'amélioration de la santé et de l'éducation, la réparation des installations comme un moulin villageois et le perfectionnement de l'agriculture.

La demande d'une subvention d'une somme de 187'000.- Fr. pour deux ans (2001-2002) a été acceptée par la FGC.

En 2002, nous avons reçu 53'330.- Fr. de la DDC, 33'330.- Fr. de l'Etat de Genève et 20'000.- Fr. de la commune de Chêne-Bourg .

4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)

Les villages membres de l'ALAEF sont situés sur les deux rives du fleuve Falémé, qui fait office de frontière entre le Sénégal et le Mali.

Le milieu naturel y est très dégradé pour plusieurs raisons: le changement de fonctionnement de la rivière depuis la régularisation du fleuve Sénégal, le surpâturage et l'exploitation intense du couvert végétal. Partout, ravines et crevasses apparaissent, se creusant saison après saison. Les effets sont divers et importants: diminution de la fertilité des champs situés à l'intérieur, parfois stérilité totale, menace sur les villages bordant le cours d'eau, ravinement des passages de pistes rendant les communications encore plus délicates.

L'ALAEF a été créée en 1990 par des jeunes afin justement de freiner ce phénomène de dégradation. Depuis trois ans, elle a expérimenté avec succès des actions de traitement de ravines pour protéger des villages et les zones de culture. Cela a entraîné une reconnaissance de l'ALAEF au sein des villages, lui permettant de proposer par la suite des actions visant le développement des productions et l'augmentation des revenus.

Avec les subventions de la FGC, l'ALAEF a pu acheter un camion d'occasion qui permet aux paysans de transporter les pierres nécessaires pour la construction des murets anti-érosifs.

Ce camion est également loué pour des travaux de construction privée. Les résultats des cinq années de gestion de ce camion sont très prometteurs. Le bénéfice permettra à l'avenir d'autofinancer les frais de fonctionnement de l'association. L'ALAEF a pu acheter un deuxième camion d'occasion avec ses propres fonds.

Une extension de ce programme pour la période de 2003-2006 a été acceptée par la FGC. Ce programme prévoit la construction d'ouvrages anti-érosifs dans le domaine de la production agricole, la poursuite du programme d'alphabétisation fonctionnelle et une recherche-action sur de petites unités de production de lait.

En 2002, nous avons reçu pour ce nouveau programme 41'247.- Fr. de la DDC et 19'973.- Fr. de l'Etat de Genève.

5) Un projet de lutte contre le VIH-Sida entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.

Comment vivre avec le VIH-Sida est devenu une question incontournable dans toute action pour le développement. Sans discussion ouverte sur ce thème, l'efficacité des programmes de lutte contre le Sida reste très limitée.

En 2002, un premier plan d'action s'est réalisé. Il s'agit:

- du soutien du groupe Clinique Conseilling de l'hôpital de Tambacounda qui fait depuis plusieurs années un travail de prévention et de suivi des malades.
- d'une formation d'animateurs paysans sur le thème «comment vivre avec le Sida » suivi de l'organisation de causeries dans les villages sur ce sujet.
- La réalisation de trois courts-métrages sur le travail du groupe « clinique counselling » de Tambacounda, en français, et sur le travail de sensibilisation sur le VIH-Sida dans les villages, en poular et en soninké.
- Il est prévu d'organiser une rencontre au mois d'avril 2003 de tous les acteurs qui travaillent sur ce sujet pour faire le bilan des actions menées et pour définir leur poursuite.
- Une partie de ces actions a été et sera médiatisée par des radios locales, et diffusées par cassette vidéo.

En 2002, nous avons reçu 6'000.- Fr. de la commune de Thônex et 1'000.- Fr. de la commune de Collex-Bossy.

Au Mali

6) La coordination de la Fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME

La région de Kayes est une des régions maliennes les plus défavorisées: déficit pluviométrique, grave érosion, éloignement des centres de décisions. Malgré la présence du fleuve Sénégal, l'agriculture ne s'est que peu développée. Aussi, devant le déficit alimentaire, les hommes, en grand nombre, ont dû choisir le chemin de l'émigration, vers la France en particulier.

Du fait de cette absence masculine, les femmes ont dû assurer la plus grande partie des tâches quotidiennes. Cependant, le poids de la tradition soninke ne leur permettent pas, à l'heure actuelle, de prendre de réels pouvoirs décisionnels. Généralement, les associations féminines qui ont vu le jour évoluent au sein de structures gérées par les hommes.

La coordination des associations féminines de l'arrondissement de SAME est intéressante, car elle est une structure née de l'initiative de femmes et qu'elle est gérée par les femmes elles-mêmes. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, les cinq associations membres ont pu aménager des jardins maraîchers tandis que l'ensemble des femmes suivent des cours d'alphabétisation. Un certain nombre d'entre elles a participé à des stages de formation ou des séminaires, ce qui a pu faire avancer l'ensemble du groupe.

Les Jardins de Cocagne soutiennent ces femmes financièrement depuis 1994. En 2002, nous n'avons pas eu de demande précise de financement. Un projet de renforcement de la caisse d'épargne et de crédit pour le financement des projets productifs et un projet de recherche-action pour de petites unités de production de lait est en préparation.

7) Le fonds de développement local de la commune de Koussané.

La commune de Koussané est située dans la partie nord du cercle de Kayes. Elle compte vingt-huit villages administratifs et soixante hameaux de culture. Elle compte un peu plus de 20'000 habitants.

Quatre ethnies s'y côtoient: les Maures, les Soninkés (Sarakolés), les Khassonkés et les Peuls. Cependant, deux ethnies sont plus largement représentées: les Soninkés et les Maures.

Le nombre de personnes actuellement en migration est estimé à environ 1'130, ce qui représente 5% de la population totale.

L'agriculture est l'activité principale de la population. L'élevage vient en seconde position après l'agriculture. Il est pratiqué de façon traditionnelle (élevage de prestige), la notion de rentabilité venant en arrière plan.

L'activité commerciale est assez limitée malgré l'existence d'un marché potentiel assez important dans la zone. L'essentiel de ces produits provient de Kayes et est généralement acheté par les migrants.

En cas de surproduction, les excédents de productions sont principalement vendus dans les villages. Ils sont ensuite acheminés vers Kayes ou vers la Mauritanie par l'intermédiaire des commerçants.

Les activités artisanales sont peu développées. Elles concernent essentiellement la confection de nattes par les femmes, la boucherie, la boulangerie, etc.

Comme à Kothiari au Sénégal, la commune de Koussané veut mettre en place un fonds pour appuyer les actions de développement entreprises par la commune et la société civile représentée essentiellement par les associations de développement.

Ce programme vise la mise en place des moyens financiers et humains pour les actions de développement local conçues et gérées par les bénéficiaires dans un cadre de transparence totale.

Un cadre de concertation de plus de 80 personnes regroupant toutes les catégories socioprofessionnelles (élus, associations, représentants des villages, artisanats, société civile) est l'organe d'exécution de ce programme. Il est régi par un règlement intérieur définissant son fonctionnement et le rôle des membres.

La mise en place de ces structures de décision et de réalisation est très longue. Depuis plus d'un an, nous discutons ce projet avec les représentants du cadre de concertation et avec les représentants des migrants de Koussané à Paris.

Le démarrage du projet est prévu pour le mois de juillet 2003.

En Mauritanie

La région du Guidimakha fait entièrement partie de notre zone d'intervention des trois frontières entre le Mali, le Sénégal, et la Mauritanie. Mais pour des raisons politiques (conflit entre la

Mauritanie et le Sénégal en 1989), il n'est possible que depuis cinq ans de travailler directement avec les associations de cette région. Cependant, des cadres paysans avaient pu être formés par le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel.

L'environnement politique, social et culturel de cette région est particulièrement défavorable, les infrastructures sont inexistantes, l'analphabétisme est général, l'accès aux formations est très difficile, les événements ethniques des années 89-92 ont bloqué toutes les dynamiques sociales et laissé un paysage social bouleversé. A cela, il faut ajouter les difficultés climatiques et le niveau très faible des techniques agricoles.

Dans ce contexte, l'organisation du monde rural est indispensable pour entreprendre des actions de développement.

C'est pour ces raisons que l'appui à la structuration des organisations paysannes prend une place centrale dans notre approche, en partant du postulat que l'apport de techniques seules ne pouvait pas entraîner un réel développement.

Depuis trois ans, quatre unions de coopératives ont été constituées et nous avons donc choisi de commencer notre travail avec ces dernières, tout en réfléchissant avec elles au rôle que le mouvement coopératif qu'elles représentent peut jouer dans le développement régional.

Les quatre unions sont :

8) l'UCDOB, Union des Coopératives de Développement d'Ould Yenge et de Bouilly, financée en 2002 par la commune de Carouge pour une somme de 20'512.- Fr.

9) l'Union El Wane,

financée en 2002 par la commune d'Onex pour 15'685.- Fr., par la commune de Veyrier pour 6'000.- Fr. et par la commune de Puplinge pour 30'000.- Fr.

10) l'UCFG, Union des Coopératives Féminines du Guidimakha,

financée en 2002 par la DDC pour une somme de 23'654.- Fr. et par la commune de Jussy pour 500.- Fr.

11) l'UCDK, Union des Coopératives de Développement du Karakoro dans la commune de Baïdiam,

financée dans le cadre du projet de fonds de développement de la commune de Baïdiam (13)

Ces quatre unions regroupent environ 300 coopératives. Ces coopératives comptent entre 5 et 50 membres et s'organisent presque toujours autour des activités productives comme le maraîchage, la fabrication de la gomme arabique, l'élevage de moutons ou de chèvres, l'artisanat (travail du cuir, tissage, fabrication de nattes, teinturerie, savonnerie), petit commerces et autres.

L'union leur permet d'avoir accès au crédit, à la formation, à l'alphabétisation, à l'appui technique pour le maraîchage et la production de gomme, au magasin de semences maraîchères et de produits phytosanitaires. Deux des unions fabriquent du grillage pour protéger les cultures contre les troupeaux de chameaux qui viennent du Nord et qui sont à l'origine de nombreux conflits dont les cultivateurs font toujours les frais.

A l'image de ces unions, d'autres se sont créées mais il serait impossible de les soutenir chacune. Nous les appuierons donc dans leur recherche d'actions transversales permettant une prise en charge plus régionale des problèmes.

Nous ne voulons pas mettre en place une fédération « superstructure » qui prendrait la place des unions et des coopératives à la base mais plutôt un organe de réflexion qui générerait certains programmes transversaux avec des sous-programmes au niveau de chaque union. Par exemple, concernant l'alphabétisation, on pourrait imaginer un programme de formation des enseignants, une réflexion pédagogique, la conception de documents en commun, mais des programmes locaux sous la responsabilité de chacune des unions.

Une telle fédération pourrait aussi avoir comme but principal d'identifier les besoins en formation et de mener des programmes de recherche-action dans les différents domaines techniques qui posent problème dans la zone: le maraîchage, le puisage de l'eau, la production de gomme arabique, l'amélioration des systèmes d'élevage, la maîtrise de l'eau de surface, l'artisanat, le crédit, etc.

12) La Caravane

Le projet Caravane est le premier projet fédératif qui réunit l'ensemble des unions du Guidimakha.

Ce projet consiste en une subvention des moyens de transport pour permettre aux 375 coopératives de la région du Guidimakha de se rencontrer régulièrement.

L'objectif de cette caravane permanente est la rencontre des coopératives, l'échange sur les difficultés rencontrées et les solutions proposés, la réflexion sur un appui approprié dans chaque domaine, une identification et une valorisation des savoir-faire locaux, une expérience d'une démarche commune entre les différentes ethnies, une première expérience de fonctionnement d'une fédération tout en gardant chacun son identité propre.

L'impact attendu est le rapprochement entre les différentes ethnies qui coexistent dans les mêmes communes mais qui, souvent, n'ont pas l'occasion de mener ensemble des actions; la reconnaissance accrue du rôle des femmes par la connaissance des actions qu'elles entreprennent; la création d'un réseau entre les différentes unions qui permettra des programmes régionaux; la rupture de l'isolement pour les coopératives qui ne sont pas membres d'une union.

Les objectifs plus précis pourraient être:

- démultiplier des techniques innovantes et expérimentées dans certaines coopératives, nous pensons essentiellement aux techniques de maraîchage encore très rudimentaires dans cette région, à la culture attelée qui est encore très peu pratiquée, aux techniques de saignées des gommiers, à l'artisanat, à la gestion des magasins villageois, etc.
- favoriser l'apprentissage par la rencontre et le partage du geste.
- faire un inventaire précis des compétences dans les différentes coopératives selon les zones.
- préparer, par l'expérimentation d'un travail conduit en commun, l'émergence d'une structure réunissant les unions pour leur participation au développement régional

13) La commune de Baïdiam

En juillet 2001, un fonds de développement local a été mis en place dans la commune de Baïdiam suivant les mêmes principes qu'à Kothiar au Sénégal. Il s'agit du premier fonds géré par les élus et les représentants de la société civile d'une commune dans la région du Guidimakha.

Le maire en collaboration avec les élus, les chefs traditionnels des villages et les responsables des coopératives de la commune ont mis en place tout un dispositif de fonctionnement d'un tel fonds.

En 2002, un diagnostic institutionnel a permis d'identifier les manques de circulation d'information sur le fonctionnement de ce fonds, souvent lié à un manque de formation des personnes responsables. Depuis le mois de novembre, un grand effort a été entrepris pour organiser des formations et des tournées d'information. A l'AG de fin janvier une grande partie des instances ont été renouvelées. Cette année 2003 devrait servir à la mise en place d'un règlement fonctionnel et démocratique de ce fonds de développement.

Les premières actions qui ont été réalisées sont les suivantes: construction d'un dispensaire, réparation d'une école et construction de deux puits dans des villages qui n'ont pas encore d'eau potable, réparation de deux forages et organisation d'un tournoi de football.

En 2002, nous avons reçu 73'875.- Fr. de la DDC et 4'000.- Fr. de la commune de Thônex.

La région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie (voir cercle)

Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:

- 1) Le CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
- 2) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 3) Le Fonds de développement local de la commune de Kothiari
- 4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)
- 5) Un projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.
- 6) La coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME
- 7) La commune de Koussané.
- 8) L'Union des Coopératives de Développement des communes de Bouilly et Ould Yengé
- 9) L'Union des Coopératives des femmes du Guidimakha
- 10) L'union des coopératives féminines El Wane
- 11) L'union des coopératives de développement de la Karakoro
- 12) La Caravane
- 13) La commune de Baïdiam

Les ONG appuis techniques, partenaires des Jardins de Cocagne:

- 14) GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rurale dans le tiers-monde. Bakel, Sélibaby, Kayes
- 15) GADEC : Groupe d'Action pour le Développement Communautaire, Tambacounda.
- 16) Kora : ONG d'appui technique pour la promotion de l'artisanat, Tambacounda.
- 17) Comité de clinique counselling / Sida, Tambacounda

**Adresse : Les Jardins de Cocagne *Solidarité Nord et Sud / Case postale 245, 1233 Bernex
CCP : 30-175347-2 Les Jardins de Cocagne * Solidarité Nord et Sud / Dons et parrainages**